

Approbation de la politique de prise en charge des frais de déplacement pour les enseignants vacataires concernant les formations en alternance

Rappel de la réglementation :

Les déplacements effectués par l'agent entre son domicile et le lieu de travail ne donnent lieu à aucun remboursement, sous réserve des dispositions du décret du 1er juillet 1983 et du décret n°2010-676 du 21/06/2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail. L'article 1 du décret n°2010-676 du 21 juin 2010 *instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail* mentionne explicitement « les autres personnels civils de l'État », et les vacataires sont bien considérés comme tels, conformément à la décision du Conseil d'État n°420567.

Dispositions spécifiques ouvrant droit à remboursement sont les suivantes :

- Les agents doivent utiliser un ou des moyen(s) payant(s) de transports publics de voyageurs ou de services publics de location de vélos entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail ;
- Les titres de transports doivent être nominatifs.

Font l'objet d'une prise en charge :

- Les abonnements multimodaux à nombre de voyages illimités ;
- Les cartes et abonnements annuels, à nombre de voyages illimités ou limités.
- NB : Les titres de transport achetés à l'unité ne sont pas pris en charge. Les frais de déplacement domicile / travail faisant déjà l'objet d'une prise en charge par l'employeur principal ne seront pas remboursés. La participation de l'employeur se fait sur la base du tarif le plus économique pratiqué par les transporteurs. Cette participation couvre le coût du ou des titres de transports permettant aux agents d'effectuer le trajet dans le temps le plus court entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Les agents ont ainsi droit à la prise en charge partielle (à hauteur de 75 %) du coût des abonnements de transport correspondant aux déplacements effectués entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail, que ce soit par transports publics ou via des services publics de location de vélos.

En revanche, il n'est pas possible de rembourser un trajet domicile-travail réalisé avec un véhicule personnel et un billet de transport individuel (c'est-à-dire un trajet unique sans abonnement).

Cas des formations en alternance :

- La demande de prise en charge par le CFA des frais de déplacement domicile-travail est possible.
- Le recours à cette mesure doit rester exceptionnel et être réservé aux intervenants dont les compétences sont indispensables au bon fonctionnement de la formation en alternance.